

Mourad Djebabla-Brun. *Combattre avec les vivres : l'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*. Québec : Les éditions du Septentrion, 2015. 477 pp. 39,95\$. ISBN 978-2-8944-8838-6

Yves Tremblay

Volume 40, numéro 1, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1048935ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1048935ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, Y. (2018). Compte rendu de [Mourad Djebabla-Brun. *Combattre avec les vivres : l'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*. Québec : Les éditions du Septentrion, 2015. 477 pp. 39,95\$. ISBN 978-2-8944-8838-6]. *Scientia Canadensis*, 40(1), 121–123. <https://doi.org/10.7202/1048935ar>

Mourad Djebabla-Brun. *Combattre avec les vivres: l'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*. Québec: Les éditions du Septentrion, 2015. 477 pp. 39,95\$. ISBN 978-2-8944-8838-6

Du fait de la prolongation des hostilités, de la perte de régions agricoles en France et en Belgique et de la guerre sous-marine, du fait aussi de la dépendance britannique en vivres importées depuis plus d'un siècle, la position de fournisseurs de produits alimentaires du Canada devient stratégique en 1915. Même après l'entrée en guerre des États-Unis et en comptant avec les achats chez des neutres comme l'Argentine, le Canada reste le mieux placé pour fournir les Alliés en denrées de toutes sortes. Cela bien sûr doit être concilié avec le fait que si le pays a de l'espace cultivable à revendre, il est peu peuplé et fournit des contingents de soldats appréciables, ce qui diminue la main d'œuvre disponible et cause de l'inflation. Tel est le problème étudié ici.

Monsieur Djebabla-Brun donne une réponse impressionnante par l'étendue de la recherche. Il ne manque pas d'ambition : « Notre prétention est de combler un pan entier de l'historiographie canadienne de la Première Guerre mondiale en proposant une vision nouvelle et originale de l'expérience et des répercussions du premier conflit mondial au Canada, en particulier à la campagne (production agricole) et dans les assiettes des Canadiens (consommation alimentaire) » (14).

La matière est divisée en trois gros chapitres. Le premier, chronologique, présente les campagnes de production

année par année, de 1915 à 1918 (en 1914, la récolte est en cours). Ces pages sont particulièrement intéressantes pour le généraliste. Les premières interventions, autres que la propagande pour l'accroissement de la production, furent des prêts pour les semences (mars 1915) et la formation du Wheat Committee (novembre 1915). En effet, l'abondante récolte de cette année-là n'avait pas trouvé immédiatement preneur – l'encouragement à surproduire avait pleinement réussi –, si bien que, comme on avait négligé les moyens de transport, 60% des exportations durent transiter via les États-Unis. Le comité devait voir à ce que cette situation ne se reproduise plus et à ce que les achats alliés et la production canadienne s'équilibrent mieux. En 1916, ce fut l'inverse, une récolte de blé décevante; d'ailleurs, le sommet de 1915 ne sera plus approché du reste de la guerre. D'où pénurie relative et inflation. Inflation dont on ne s'était pas occupée jusque-là, ce qui fait qu'à partir de la seconde moitié de 1917, les prix de gros seront régulés par le nouveau Board of Grain Supervisors.

Les second et troisième chapitres, thématiques, portent sur les années 1917-1918. Dans la deuxième partie, la moins intéressante, on nous explique la difficulté à concilier la demande de produits agricoles avec celle de plus en plus intense pour les hommes, y compris le dilemme de la conscription. Dans le troisième chapitre, on rentre vraiment dans le thème, car l'on y expose les politiques d'économie, c'est-à-dire l'appel des autorités à la diminution de la consommation intérieure et la lutte contre le gaspillage, ce qui implique notamment une action

de propagande visant les ménagères. Ceci, c'est étonnant, sachant que dans le Canada de la Première Guerre mondiale il n'y a pas de cartes de rationnement, même si, par exemple, le fédéral force les meuniers à produire une « farine de guerre » (388-393) pour économiser le blé. Car la politique en vigueur depuis le début de la guerre, confirmée en 1918, est d'augmenter la production sans rationnement. Or si, pour continuer avec l'exemple du blé, le prix de gros est maintenant contrôlé, il est fixé à un niveau élevé, à 2,21\$ le boisseau en 1917 et 2,24\$ en 1918, alors qu'il n'était que d'environ 1,07\$ avant 1916 (65). Ce prix élevé devait assurer l'intéressement à la production et de l'exportation.

Plutôt que de réguler la consommation de manière coercitive, l'on pratique la pédagogie et de la propagande, incitant les consommateurs à manger autrement. L'approche fonctionne assez bien avec le poisson, dont la consommation double grâce à l'expédition par wagons frigorifiques vers le centre du pays. On régule aussi la consommation dans les lieux publics, par exemple avec des jours sans viande dans les restaurants. Reste que globalement le gouvernement a opté pour l'incitatif plutôt que le normatif. Pour cette raison, l'inaction en matière de contrôle des prix du premier contrôleur des vivres (juin 1917) est contestée, ce qui force son titulaire à la démission en janvier 1918. Mais même après que l'organisation soit réformée le mois suivant, la politique ne change pas vraiment. Un vice fondamental était que ces contrôleurs ne pouvaient interférer avec les décisions du Board of Grain

Supervisors. Il n'y avait pas d'approche intégrée pangouvernementale. L'action des bureaux reste en-deçà des équivalents européens, d'autant qu'ils sont souvent à la remorque de décideurs américains comme Herbert Hoover. Ce sont les meilleures pages du livre.

Si les consommateurs se plaignent de hausses de prix indues, d'autres accusent les milieux de l'industrie alimentaire de profiter de la situation. C'était évidemment le sujet explosif déjà bien exposé par Michael Bliss dans son étude du cas Flavelle.

À long terme, l'expérience de 1914-1918 va conduire à une politique bien moins libérale en 1939-1945, avec rationnement et sacrifices considérables tôt dans la guerre, en maîtrisant l'inflation par une épargne plus forcée que dans le conflit précédent, tout en évitant les gros scandales. Vu dans cette perspective, l'expérience difficile du premier conflit mondial prend de l'importance. Djebabla-Brun est totalement dans le vrai lorsqu'il remarque « que l'administration fédérale était alors petite et inexpérimentée » (331), ce qui permet de comprendre le manque de coordination intra-gouvernementale et l'attitude réactive, dont on commence à sentir les limites en 1917. Le développement des prérogatives du fédéral à partir de 1917-1918 (on pense aussi à l'impôt direct) est l'héritage de cette gestion improvisée de l'économie de guerre.

Le sujet est immense, aussi l'auteur a fait le choix de privilégier l'action fédérale dans trois provinces, le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan. Le choix de cette dernière s'explique par son rôle central dans la production de

céréales, et du blé en particulier : elle fournit 60% de la production nationale (35). Mais notre auteur s'occupe peut-être trop du blé, car la progression de l'avoine est remarquable et celle du bétail régulière et vigoureuse (je suis ici les tableaux de l'annexe 2), ce qui traduit en partie la nécessité d'époque de nourrir les nombreux chevaux sacrifiés à l'armée, et celle d'assurer une alimentation en protéines suffisantes des civils et militaires en Europe.

C'est d'une histoire politico-économique dont il s'agit ici et les sources consultées en font foi : d'abord des journaux et périodiques (et les résumés de la *Canadian Annual Review*), les brochures d'information du ministère fédéral de l'Agriculture et, pour ce qui est des archives, le Fonds Borden, ainsi que quelques références aux documents de la session et aux papiers du sous-ministre de l'Agriculture. Malgré tout, le poids des journaux parmi les sources étonne, s'expliquant peut-être par le fait que la propagande, qui demeure tout au long le point focal du livre, passait avant tout par la presse. La minceur

de la recherche bibliographique est frappante pour un livre aussi long. C'est ainsi que le principal ouvrage québécois sur le problème étudié dans le troisième chapitre, la consommation, celui de Marcelle Cinq-Mars, n'est même pas mentionné.

Les chapitres sont touffus, ce qui rend l'absence d'index gênante. J'ai l'impression que l'auteur était aussi zélé que peu dirigé. Au fond, on a ici le résultat d'un plan de recherche : tout. Les résultats eussent gagnés à être présentés selon un plan de rédaction plus serré, quitte à sacrifier 100 ou 200 pages de détails et de répétitions. Le livre, plein de renseignements utiles, souffre non seulement d'inflation, mais également d'une correction défailante, où les impropriétés abondent. Dommage que les difficultés de forme rendent peu digestes les découvertes de l'auteur, pas toutes originales comme il le prétend, mais bien documentées. Au final, la somme des renseignements impose le respect.

Yves Tremblay,
Ministère de la Défense nationale